

Cahier d'acteurs #5

Atelier IGN à Rennes

6 avril 2017

*Quels services et données géographiques
ou forestières au bénéfice de l'environnement
et de la préservation de la biodiversité?*



Pourquoi les Ateliers de l'IGN ?



La création des «Ateliers de l'IGN» en 2014 est partie d'un constat. Celui de l'essor des technologies mobiles de communication qui place, aujourd'hui, l'information géolocalisée au cœur de notre vie quotidienne. Elle touche sans exclusive tous les secteurs, qu'ils soient économique, administratif, industriel ou social, et elle évolue dans son mode de production, d'utilisation et de diffusion. La première édition lancée en 2014 comportait trois rencontres qui se sont déroulées au siège de l'IGN à Saint-Mandé. Elles se sont conclues par la formulation de 9 propositions issues de ces ateliers et la remise d'un cahier d'acteurs à la Secrétaire d'Etat au numérique à l'automne 2014.

La transformation numérique inédite que connaît notre société, passant en très peu de temps d'une société de l'information à une société de l'information géolocalisée, place la composante géographique au centre de l'échiquier. Le contexte législatif marqué par la nouvelle organisation administrative définie par la loi NOTRe et l'accélération de l'ouverture des données publiques engagées par le gouvernement dans le cadre des lois Valter et Lemaire, nous conduisent collectivement à réinterroger nos pratiques, nos manières de faire, nos modalités de travail et nos stratégies partenariales.

Dans ce contexte, l'IGN, en tant qu'opérateur de référence et acteur public du numérique pour l'information géographique et forestière et la description multi-thèmes du territoire, entend prendre toute sa place pour susciter le débat, favoriser les échanges et encourager l'émergence de solutions novatrices autour de ces problématiques.

C'est pour répondre à ces impératifs que les cinq directions interrégionales de l'IGN, comme celle couvrant le nord-ouest de la France, dirigée par Anne Samica, mènent un travail de concertation permanent avec les acteurs publics locaux, en particulier dans le cadre des comités régionaux de programmation. L'objectif est de bâtir un programme annuel au plus près des besoins des territoires en identifiant les synergies, en mutualisant les efforts de production tout en garantissant une cohérence nationale.

C'est dans cet état d'esprit, que j'ai décidé de reprendre le principe des «Ateliers de l'IGN» en organisant de nouvelles rencontres, cette fois davantage ancrées dans des problématiques territoriales et qui répondent au plus près aux attentes de nos concitoyens.

Daniel BURSAUX, Directeur général de l'IGN

S'interroger sur les besoins nouveaux des acteurs de la biodiversité



Organisé le 6 avril 2017, l'atelier régional nord-ouest de l'IGN a réuni les principaux acteurs locaux de la préservation des paysages et de la sauvegarde de la biodiversité. Ce thème était particulièrement d'actualité après l'adoption de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages promulguée en août 2016.

Les politiques publiques qui ont été définies dans cette loi, contribuent à mettre en œuvre une gestion durable des ressources et à mettre en valeur les paysages. L'IGN et ses directions interrégionales sont mobilisés au quotidien dans cette perspective, grâce notamment à un travail permanent de concertation avec les acteurs publics locaux.

Le débat engagé lors de notre atelier autour de la problématique « Quels services et données géographiques ou forestières au bénéfice de l'environnement et de la préservation de la biodiversité ? », a permis de dresser un état des lieux des données aujourd'hui disponibles pour la réalisation de ces politiques et de s'interroger sur les besoins nouveaux en matière de services, de données et d'actions pour en accroître l'efficacité.

Les participants ont activement débattu en confrontant leurs expertises et expériences. L'IGN a présenté des éléments de solutions en réponse aux besoins exprimés. A l'issue de ces échanges très denses dont les principaux axes sont rappelés ci-dessous, des propositions ont été formulées lors de l'Atelier IGN que nous présentons pour la première fois dans ces pages.

Très bonne lecture,

Anne SAMICA, Directrice interrégionale nord-ouest de l'IGN

PRINCIPAUX AXES DE DISCUSSION

Etre à l'écoute des professionnels pour leur mettre à disposition les outils adaptés à leurs besoins

Les récentes évolutions législatives et les politiques publiques qui les accompagnent ont rendu prioritaire la définition des politiques de gestion de la qualité de l'eau, de préservation des paysages ou encore de sauvegarde de la biodiversité. De nouveaux besoins en matière de données géographiques ont émergé, de même que de nouveaux outils.

« Il est extrêmement difficile de faire le lien entre une série de travaux et l'impact que cela peut avoir sur un milieu aquatique ou un usage, comme par exemple sur une plage ou une zone conchylicole. Nous devons avoir des outils qui nous permettent de passer d'échelles larges à des échelles fines afin de faire ce lien entre la pression et l'impact. »

Jean-Louis Rivoal, Directeur de la délégation Maine-Loire-Océan, Agence de l'eau Loire-Bretagne

« Nous avons un enjeu fort pour trouver et localiser des espaces dégradés. Pour pouvoir qualifier ces espaces, il faut pouvoir connaître leur état historique avant dégradation. Une photo-interprétation assistée par ordinateur des secteurs historiquement en zone humide faciliterait le travail manuel que nous réalisons aujourd'hui. »

Vincent Guillemot, Directeur des études, DERVENN

« Nous attendons des données géographiques produites par l'IGN qu'elles soient mises à jour régulièrement, quels que soient les supports et les échelles. Ce besoin est notamment très important pour les limites communales qui présentent des différences majeures selon les outils utilisés. Nous sommes amenés à croiser au quotidien nos données avec les référentiels de l'IGN et la gestion des transferts d'échelles est problématique pour nos équipes. »

Sylvie Maganon, Directrice scientifique, Conservatoire botanique national de Brest

Les propositions de l'Atelier

- Mieux exploiter la richesse des bases de données de l'IGN pour analyser plus finement le territoire à ses différentes échelles et prendre en compte leur évolution dans le temps.
- Améliorer la cohérence entre les différentes bases de données de l'IGN et les différentes échelles, et leurs mises à jour.

Rendre la donnée accessible et compréhensible par tous

Devant le besoin constant de données de plus en plus détaillées, la région Bretagne bénéficie d'une très grande richesse de données recueillies et mises à disposition des utilisateurs. Les échanges entre les intervenants ont cependant montré une difficulté récurrente à accéder aisément à ces données. Il a été regretté le manque d'accompagnement pour les rendre accessibles et il a été souligné la nécessité de mettre en place un service modulable d'un territoire à l'autre pour les rendre plus concrètes.

« Nous avons eu des problèmes d'accessibilité, de résolution de données et de mise à l'échelle locale. Tout n'est donc pas forcément exploitable. »

Michaël Tanghe, Chargé de mission environnement au sein du CPIE Pays de Morlaix-Trégor, Union régionale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement de Bretagne

« Nous avons une attente citoyenne forte sur la mise à disposition de données, pour que chacun puisse se faire son avis au-delà des rapports d'évaluation. »

David Clause, Directeur Général, Eau du Bassin Rennais

« La région Bretagne dispose de nombreuses données recueillies et mises à disposition des utilisateurs. Malheureusement, cette richesse se traduit parfois par une lisibilité difficile dans l'accès à la donnée directe. »

Gilles Huet, Délégué général, Eau et Rivières de Bretagne

Les propositions de l'Atelier

- Renforcer l'expertise et l'accompagnement des services publics en Région pour faciliter l'accès aux données et leur usage.
- Aider à qualifier les données pour s'assurer de leur qualité et de leur provenance.
- Mieux faire connaître les référentiels et bases de données IGN en usage libre pour certains publics.



Mettre en relation de manière cohérente les différents acteurs de la donnée et différentes sources

Dans un contexte d'évolution importante du cadre réglementaire, il est nécessaire de mettre en place une veille, ce que les acteurs de la donnée ne sont pas tous en mesure de réaliser isolément. Une mise en relation accompagnée d'une collaboration accrue entre les différents acteurs de la donnée permettrait de mutualiser les efforts et les outils.

« Nous sommes consommateurs de données de l'IGN, mais aussi de croisement de données pour mettre en relation des liens de cause à effet entre la présence d'espèces et des variables spatiales qu'elles soient topographiques, les cours d'eau, les forêts, la végétation, mais aussi les variables climatiques et autres. »

Thomas Dubos, Chargé de mission études et conservation, Groupe Mammalogique Breton (GMB)

« Il y a des producteurs de méthodes qui valorisent les capacités de leurs outils. Sauf qu'il n'existe pas d'outil qui réponde à tous les besoins. Comme il n'est pas possible de disposer de deux outils sur le même champ, cela rend les choses extrêmement compliquées. Il est donc nécessaire que les producteurs de données et les utilisateurs potentiels travaillent en coordination. »

Pascal Brérat, Chef du service connaissance, prospective et évaluation, DREAL BRETAGNE

« Nous sommes confrontés à l'extrême diversité des sites et des organismes qui possèdent des données, car il n'y a pas de centralisation. Il faut aller rechercher les données : centraliser les données serait peut-être une piste d'amélioration pour l'avenir. »

Eric Garnier, Chef de pôle eaux, sols et pollution, OUEST AM'

« Le dialogue entre les différentes parties prenantes est essentiel concernant la gestion de la biodiversité et les entreprises l'ont compris. C'est la raison pour laquelle les entreprises co-construisent leur programme d'actions en faveur de la biodiversité avec les scientifiques, les associations et les collectivités locales. Ce partage permet une meilleure compréhension des enjeux et des besoins de chacun. »

Annabelle Prin-Cojan, Responsable du pôle environnement et de la communication, Association Française des Entreprises pour l'Environnement

« J'utilise environ 15 sources d'information pour arriver à avoir un ensemble complet. Tout n'est pas dans le même format et donc cela peut poser d'autres problèmes. De plus, tout n'est pas disponible en temps réel. »

Francis Robreau, Professeur spécialiste en environnement et SIG, Ecole de Saint-Ilan

« Dans le cadre de la réglementation en matière d'environnement au titre des installations classées, les entreprises industrielles sont amenées à transmettre des données et à utiliser d'autres données. En ce qui

concerne la transmission des données, elle s'appuie sur l'auto surveillance des entreprises soumises à autorisation des administrations ».

Emmanuelle Brocchi, Chargée de mission environnement, MEDEF Bretagne

Les propositions de l'Atelier

- Renforcer l'interopérabilité entre les bases de données des collectivités, des plateformes régionales et du Géoportail pour faciliter l'accès aux données géographiques, forestières ou environnementales.
- Développer et mettre à disposition des outils de croisement de données.



Produire des données géographiques homogènes et interopérables

Il existe aujourd'hui un souhait partagé par l'ensemble des acteurs de la biodiversité d'améliorer l'homogénéité des données. Plusieurs intervenants ont rappelé l'importance d'avoir des données cohérentes du point de vue de leur datation notamment. Pour répondre à cet enjeu il existe des outils comme la plateforme Géoportail qui évolue d'une logique de diffusion de données à une logique de diffusion de services pour faciliter l'usage et l'exploitation des dites données.

« C'est très important de mettre en place une procédure qui touche le territoire et de structurer et d'organiser la donnée géographique produite de manière à ce qu'elle soit utilisable par tous. »

Dominique Potdevin, Responsable du pôle SIG et analyse spatiale, DRAAF Bretagne

« Le constat, c'est qu'en Bretagne, la donnée naturaliste est très nombreuse car nous avons un réseau de producteurs très riche. Sauf que ce réseau n'est pas suffisamment valorisé puisque les données ne sont pas structurées et regroupées au niveau régional. »

Karine Delabroise, Chargée de mission de la connaissance du patrimoine naturel et de la biodiversité, Région Bretagne

« Nous avons un souhait partagé avec l'ensemble des acteurs de la biodiversité d'améliorer l'homogénéité et la couverture géographique dans l'accès aux données. »

Ronan Lucas, Directeur, GIP Bretagne Environnement

« Il y a une réelle attente du terrain pour pouvoir saisir les données dans des systèmes interopérables. »

Isabelle Delacourte, Directrice, LittoMatique

Les propositions de l'Atelier

- Adapter les plateformes collaboratives de constitution et de partage de données aux besoins métier et les faire connaître.
- Développer ou améliorer les outils permettant l'interface entre les référentiels et les données métier et les outils permettant d'apparier ou d'agréger des données similaires de sources différentes.

Anticiper les évolutions futures

L'environnement et la biodiversité sont par définition en constante évolution. Il revient aux professionnels du secteur de les anticiper en adaptant les outils dont ils disposent et en prenant en compte la dimension « temps » dans le recueil des données.

« Comment allons-nous pouvoir mettre à disposition des services capables, non pas de fournir des données, mais de fournir des réponses sur les données, de répondre aux questions d'un nombre de plus en plus croissant de personnes ? »

Gilles Huet, Délégué général, Eau et Rivières de Bretagne

« Il faut aller beaucoup plus loin pour voir comment agréger tout le travail de données qui est fait sous différents formats informatiques pour nourrir demain l'atlas communal de la biodiversité par exemple. »

Daniel Guillotin, Conseiller municipal délégué à l'écologie urbaine, Ville de Rennes

« Dans le cas de la cartographie exhaustive des cours d'eau, il convient de compléter les référentiels existants par de nombreuses investigations de terrain pour qu'ils soient les plus complets possibles. Les besoins étant inégaux entre départements et régions et la surface à couvrir étant très importante, au rythme actuel il faudra entre 50 ou 100 ans pour créer une cartographie aussi exhaustive que possible. »

Benoît Le Galliot, Directeur Interrégional Bretagne Pays de la Loire, Agence française pour la biodiversité

« Je crois que l'un des sujets d'avenir est tout ce qui permet de qualifier les interfaces : terre/mer, vivant/inerte, aire/espace [...] Il est vital de lier aux données géolocalisées la 4ème dimension du temps. Nous allons au-devant d'une demande très forte et, si la demande est forte, il y aura une offre qui se construira d'une façon ou d'une autre, donc il paraît essentiel de l'anticiper. »

Pascal Bréat, Chef du service connaissance, prospective et évaluation, DREAL BRETAGNE

Les propositions de l'Atelier

- Généraliser la prise en compte de la composante « temps » dans les données et développer les outils de détection de changements afin de faciliter la comparaison entre des bases de données ou d'ortho-photos de millésimes différents.
- Améliorer les métadonnées pour faciliter la prise en compte de la composante « temps ».

LISTE DES PARTICIPANTS

Josselin BARRY	<i>Géomaticien et technicien de l'environnement - Agence française pour la biodiversité</i>
Thierry BLOUIN	<i>Chef du département relations extérieures, services, expertise - IGN</i>
Pascal BRERAT	<i>Chef du service connaissance, prospective et évaluation - DREAL BRETAGNE</i>
Emmanuelle BROCCHI	<i>Chargée de mission environnement - MEDEF BRETAGNE</i>
Daniel BURSAUX	<i>Directeur général - IGN</i>
David CLAUSSE	<i>Directeur général - Eau du Bassin Rennais</i>
Karine DELABROISE	<i>Chargée de la connaissance du patrimoine naturel et de la biodiversité - Région Bretagne</i>
Isabelle DELACOURTE	<i>Directrice - LittoMatique</i>
Thomas DUBOS	<i>Chargé de mission études et conservation - Groupe Mammalogique Breton (GMB)</i>
Eric GARNIER	<i>Directeur général délégué - OUEST AM'</i>
Vincent GUILLEMOT	<i>Directeur des études - DERVENN</i>
Daniel GUILLOTIN	<i>Conseiller municipal délégué à l'écologie urbaine - Ville de Rennes</i>
Gilles HUET	<i>Délégué général - Eau et Rivières de Bretagne</i>
Benoît LE GALLIOT	<i>Directeur interrégional Bretagne Pays de la Loire - Agence française pour la biodiversité</i>
Frédéric LETOUZE	<i>Ingénieur d'étude - IGN</i>
Ronan LUCAS	<i>Directeur - GIP Bretagne Environnement</i>
Sylvie MAGNANON	<i>Directrice scientifique - Conservatoire botanique national de Brest</i>
Claude PENICAND	<i>Directeur de la stratégie, de l'international et de la valorisation - IGN</i>
Dominique POTDEVIN	<i>Responsable du pôle système d'information géographique et analyse spatiale - DRAAF BRETAGNE</i>
Annabelle PRIN-COJAN	<i>Responsable du pôle Environnement et de la Communication - Association Française des Entreprises pour l'Environnement</i>
Jean-Louis RIVOAL	<i>Directeur de la délégation Maine-Loire-Océan - Agence de l'eau Loire-Bretagne</i>
Francis ROBREAU	<i>Professeur spécialiste en environnement et système d'information géographique - Ecole de Saint-Illan</i>
Anne SAMICA	<i>Directrice interrégionale nord-ouest - IGN</i>
Michaël TANGHE	<i>Chargé de mission environnement au sein du CPIE Pays de Morlaix-Trégor - Union régionale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement de Bretagne</i>

